

Côte d'Ivoire/Elections régionales et municipales ce samedi

Un test majeur avant la présidentielle de 2020

AFP  
Abidjan/Côte d'Ivoire

*Le double scrutin devrait servir d'instrument de mesure des forces en présence, en premier lieu des membres de l'ex-coalition au pouvoir.*

**PLUS** de 6 millions d'Ivoiriens sont appelés à voter ce samedi à des élections municipales et régionales dont le principal enjeu sera de mesurer les forces en présence et notamment les membres de l'ex-coalition au pouvoir, avant la présidentielle de 2020.

"Chacun va se compter, savoir qui est avec qui et qui fait quoi, avant les élections présidentielles de 2020", explique à l'AFP le politologue ivoirien Jean Alabro.

Principalement composée du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de l'ancien président Henri Konan Bédié et du parti du président Alassane Ouattara, le Rassemblement des républicains (RDR), la coalition au pouvoir, le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), a explosé.

Le PDCI a refusé de s'y maintenir, estimant que le parti de Ouattara tentait de l'absorber pour pouvoir présenter son candidat à la présiden-

tielle.

Le PDCI, qui a soutenu Ouattara en 2010 et 2015, entendait que le RDR lui rende la pareille en 2020 en soutenant un candidat PDCI.

22 000 candidats ont battu campagne pendant deux semaines pour un scrutin qui doit aboutir à l'élection de 197 maires et 31 présidents de conseils régionaux.

Parmi les candidatures originales: l'ancien footballeur international Bonaventure Kalou se lance dans l'arène politique dans sa ville de Vavoua, alors que le présentateur-producteur vedette de télévision John Chahin Sobo se présente à Akoupé.

"Dans l'ensemble du territoire la campagne s'est relativement bien déroulée, malgré des tensions", selon un bilan du ministre de l'Intérieur Sidiki Diakité mercredi.

Une personne a été tuée pendant la campagne lors d'"un affrontement entre les partisans de deux candidats" à Bediala (ouest).

"Le PDCI déplore, au cours de cette campagne, des violences sur ses militants dans deux quartiers d'Abidjan (Port Bouet et Koumassi) et à Guiglo (ouest)", a affirmé à l'AFP N'Goran Djédri, du PDCI.

"La campagne se déroule très bien", a réagi, de son côté, Mathias N'Gouan Aka, maire sortant du



Photo : AFP

Les régionales et les municipales de ce samedi sont l'occasion pour chaque camp de se compter en prévision de la présidentielle de 2020.

quartier chic de Cocody à Abidjan.

Le cas de M. N'Gouan est emblématique du changement en quelques mois du paysage politique ivoirien.

Elu sous la bannière du PDCI, le maire de Cocody se représente comme candidat RHDP ayant en face de lui un concurrent PDCI.

**SORO CONTRE BAKAYOKO** • Conséquence, les deux partis vont s'affronter dans de multiples municipalités et notamment dans la symbolique commune du Plateau où le candidat du RDR, Fabrice Sawegnon, qui a géré les campagnes de nombreux chefs d'Etat africains, va cette fois se frotter aux urnes face au député sortant PDCI,

Jacques Gabriel Ehouo. Chacun comptera ses forces en vue de la présidentielle. Le numéro deux du PDCI, Maurice Kakou Guikahué assure : "Le PDCI est confiant et ne sera pas ridicule" face au RHDP, la seule force à pouvoir se présenter sur l'ensemble du territoire. Mabri Toikeusse, 2e vice-président du RHDP, a appelé les candidats à s'appuyer sur "le bilan national et local" du président face aux opposants déclarés, mais aussi face à 389 listes indépendantes, parmi lesquelles les "hommes de (Guillaume) Soro", l'ancien chef de la rébellion et président de l'Assemblée nationale. Officiellement membre du RDR avec qui il entretient des relations sou-

Afrique du Sud/Politique

Mort de Pik Botha, chef de la diplomatie sous l'apartheid

AFP  
Johannesburg/Afrique du Sud

*Cette ancienne figure du pouvoir raciste, qui avait ensuite servi le gouvernement du président noir Nelson Mandela, avait 86 ans. Le président Ramaphosa a salué son "soutien à la transition" du pays "vers la démocratie".*

**L'ANCIEN** chef de la diplomatie sud-africaine pendant l'apartheid Roelof "Pik" Botha, qui a ensuite servi le gouvernement du président noir Nelson Mandela, est décédé à l'âge de 86 ans à Pretoria, ont rapporté hier les médias locaux.

Son fils Piet Botha a confirmé au groupe de presse News24 que l'ancienne figure du pouvoir raciste était mort dans son sommeil dans la nuit de jeudi à hier.

"Son épouse Ina était à ses côtés. Il était malade

depuis trois semaines", a-t-il déclaré.

Pik Botha fut la vitrine internationale du régime ségrégationniste pendant dix-sept ans, au poste de ministre des Affaires étrangères de 1977 jusqu'à l'avènement de la démocratie en 1994.

Il avait ensuite intégré le gouvernement d'union nationale du premier président noir sud-africain démocratiquement élu, Nelson Mandela, où il avait occupé le portefeuille des Mines et de l'Energie pendant deux ans.

En 1996, sa carrière politique avait pris fin quand sa formation, le Parti national (NP), à l'origine de l'apartheid, avait quitté le gouvernement.

Quatre ans plus tard, il avait rejoint le parti qu'il avait longtemps considéré comme son ennemi, le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela.

"Les Blancs, notamment



Photo : AFP

Avec Pik Botha disparaît une figure du pouvoir ségrégationniste sud-africain autant qu'un partisan de la transition vers la démocratie.

les Afrikaners (descendants des premiers colons européens en Afrique du Sud), doivent descendre de leur piédestal", avait-il alors déclaré, "ils doivent aider leurs compatriotes pauvres".

Hier, le président sud-africain et patron de l'ANC Cyril Ramaphosa a salué le "soutien" de M. Botha "à la transition de l'Afrique du Sud vers la démocratie".

"Il fut l'un des rares membres du Parti national à

reconnaître tôt que l'apartheid était injuste et un crime contre l'humanité", a ajouté l'ANC dans un communiqué.

Fidèle à son image de "Verligte" (éclairé) - nom donné aux membres de l'aile réformiste du Parti national -, M. Botha avait incité le régime de l'apartheid à libérer en 1990 Nelson Mandela, chef historique de l'ANC. Il le qualifia plus tard de "sauveur" de la nation. En 1986, il s'était attiré

des foudres du président Pieter Willem Botha (aucun lien de parenté) pour avoir déclaré que l'Afrique du Sud pourrait un jour être dirigée par un Noir.

Il reste cependant une figure controversée. En 1990, il a été soupçonné de liens directs avec les escadrons de la mort chargés d'abattre des militants anti-apartheid. Sa diplomatie combative lui a valu d'être très apprécié des Blancs sud-africains. Il est accusé de déstabiliser ses voisins comme l'Angola, la Namibie, le Mozambique, en aidant les mouvements rebelles contre les régimes issus de l'indépendance.

Le dernier président de l'apartheid, Frederik W. de Klerk, a rendu hommage hier à un homme qui "a défendu l'Afrique du Sud contre l'isolement international" et fut un "formidable défenseur des réformes (...) et de la libération de Nelson Mandela".

L'Afrique en bref

• **Mozambique/Municipales. Le parti au pouvoir en tête**

Le parti au pouvoir au Mozambique, le Frelimo, arrive en tête des élections municipales qui se sont déroulées dans un climat tendu, selon des résultats partiels publiés jeudi par la commission électorale nationale. Le Front de libération du Mozambique (Frelimo) a décroché 17 municipalités et son éternel rival du Renouveau national du Mozambique (Renamo) une seule, celle de Chiure (nord).

• **Nigeria/Jihadistes. Des centaines d'enfants de la milice anti-Boko Haram "libérés"**

Plus de 800 enfants enrôlés dans la milice civile d'autodéfense qui lutte avec l'armée contre le groupe jihadiste Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, ont été "libérés", a annoncé l'Unicef dans un communiqué hier.

• **Ouganda/Intempéries. Au moins 34 morts dans l'est**

Un glissement de terrain provoqué par de fortes pluies jeudi a entraîné la mort d'au moins 34 personnes dans l'est de l'Ouganda, au pied du Mont Elgon, non loin de la frontière avec le Kenya.

• **RDCongo/Elections. "Marches de protestation" le 26 octobre**



Photo : AFP/L'Union

L'opposition congolaise a appelé jeudi à des "marches de protestation" le 26 octobre en République démocratique du Congo, à moins de deux mois des élections prévues le 23 décembre 2018 (présidentielle, législatives et provinciales).

• **Rwanda/Génocide. Un ex-préfet renvoyé aux assises en France**

Vingt-quatre ans après, vers un nouveau procès dans les dossiers du génocide au Rwanda? Le parquet de Paris a requis le renvoi aux assises de Laurent Bucyibaruta, un ancien préfet rwandais réfugié en France depuis 1997.

• **Zimbabwe/Manifestations. Plusieurs dirigeants syndicaux arrêtés**

La police zimbabwéenne a arrêté jeudi plusieurs dirigeants syndicaux qui avaient appelé le jour-même à une journée de manifestations nationale contre une aggravation spectaculaire de la crise économique, a-t-on appris auprès de leurs avocats.